

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-EM / n° 2004-320
Affaire suivie par M. Evrard
☎ 03.21.21.21.53
✉ 03.21.21.23.04
michel.evrard@pas-de-calais.pref.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE WILLEMANN

EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE DE MARNE

MESSIEURS ALAIN ET GUY LAURENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL LEVANT L'OBLIGATION DE GARANTIE FINANCIÈRE DE REMISE EN ÉTAT

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment l'article 23-6;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement;

VU la circulaire du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières;

VU l'arrêté préfectoral du 8 mai 1979 ayant autorisé Messieurs Alain et Guy LAURENT à exploiter, pour une durée de 30 ans, une carrière de marne située au lieu-dit « Le Bouffier » sur le territoire de la commune de WILLEMANN;

lex
transmis à M. Le Chef
de B.D. de: Belbrune
pour attribution
Quel le 03/01/05
M. Le Directeur

SC

VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 1999 imposant à Messieurs Alain et Guy LAURENT la constitution de garanties financières pour cette exploitation;

VU ma lettre en date du 27 mai 2004 prenant acte de la déclaration d'abandon de l'exploitation de ladite carrière;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 3 juin 2004;

CONSIDERANT que l'Inspecteur des Installations Classées a constaté, lors de sa visite sur le site le 8 avril 2004, l'achèvement des travaux de la remise en état de la carrière;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées aux pétitionnaires en date du 25 octobre 2004;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières en date du 5 novembre 2004, à la séance de laquelle les exploitants étaient absents;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral à Messieurs Alain et Guy LAURENT en date du 15 novembre 2004;

CONSIDERANT que les exploitants n'ont pas formulé d'observation dans le délai imparti;

VU l'arrêté n° 04-10-253 du 15 novembre 2004 portant délégation de signature;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;

ARRETE:

Article 1 – Objet:

L'obligation de garantie financière de remise en état instituée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 1999, pour l'exploitation, par Messieurs Alain et Guy LAURENT, ci-après dénommés l'exploitant, de la carrière de marne située au lieu-dit « Le Bouffier » sur le territoire de la commune de WILLEMEN, est levée à compter de la date de la notification du présent arrêté.

L'original de l'acte de cautionnement du 23 juin 1999 d'un montant de 41 750 francs TTC, valable jusqu'au 14 juin 2004, est restitué à l'exploitant et le présent arrêté est adressé à la caution solidaire : Crédit Agricole – 27-33, Grand'Place – SP 9 – 620009 ARRAS.

Article 2 – Publicité:

Le présent arrêté, accompagné par l'original de l'acte de cautionnement, est notifié à l'exploitant. Une copie de cet arrêté est déposée à la Mairie de WILLEMEN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de WILLEMEN. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de Monsieur le Maire de WILLEMEN.

Article 3 – Voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement):

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Exécution:

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Maire de WILLEMAN et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

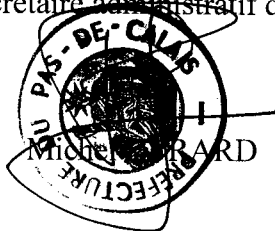
ARRAS, le 13 décembre 2004

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé: Patrick MILLE

Pour ampliation:

Pour le Préfet,
Le Secrétaire administratif délégué,



Ampliations destinées à :

- MM. Alain et Guy LAURENT
- M. le Maire de WILLEMAN
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Dossier